

Les migrants réprimés par le gouvernement, Marine Le Pen en embuscade

Category: Anti-racisme, immigration

écrit par jmfouquer | 15 juin 2015

Des centaines de migrants pourchassés dans Paris, dispersés et chassés dès qu'ils essayent de se regrouper quelque part, des militants et des élus, molestés, gazés, 2 fillettes l'une de 6 ans l'autre de 3 ans maintenues plusieurs jours en zone d'attente à Roissy sans leurs parents...

Rendre invisible les migrants

En quelques jours, la politique inhumaine et hypocrite du gouvernement à l'encontre des migrants s'est révélée au grand jour. Jusque-là, la stratégie du gouvernement, c'était plutôt de faire le moins de bruit médiatique possible tout en donnant à intervalles réguliers des gages de fermeté à une opinion publique censée être naturellement pour le contrôle stricte des frontières. Il ne fallait surtout pas donner l'occasion au FN ou aux « Républicains » d'accuser le gouvernement de laxisme en matière d'immigration. Tout était donc fait pour rendre le problème des migrants invisible en multipliant les obstacles pour l'obtention du droit d'asile, en laissant pourrir les centaines de migrants dans des camps de fortune à Paris comme à la Chapelle ou dans la jungle de Calais et en faisant la sourde oreille quand les associations tiraient la sonnette d'alarme sur les conditions de vie misérables des migrants dans ces camps.

Sauf que ces dernières semaines, le drame des naufrages de migrants en Méditerranée (1770 noyés depuis le début de l'année selon l'organisation internationale pour les migrations) et l'augmentation relative de migrants passant par la France, rendent de plus en plus compliquée l'application de cette stratégie. Il est inévitable que sur les plus de 100000

migrants arrivés en Europe par voie maritime depuis le début de l'année 2015 selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), quelques milliers passent par la France pour y demander asile ou pour se rendre dans le nord de l'Europe.

Face au désespoir des migrants, l'Europe se barricade

Mais contrairement à ce que dit Manuel Valls, la France est loin d'en faire « beaucoup » en matière d'accueil des demandeurs d'asile. Ce serait même tout le contraire, elle en ferait beaucoup moins que la plupart des pays européens voisins. Selon Eurostat, l'agence européenne de statistiques, sur 68 525 demandes d'asile faites en France en 2014, seules 14 905 ont reçu une réponse positive en première instance. Soit 21,7 %, alors que la moyenne européenne tourne autour de 40 % de réponses positives.

Il fut un temps où la France en faisait beaucoup plus. En 1979, par exemple, elle avait accueilli plus de 100 000 boat people du Cambodge et du Vietnam.

Aujourd'hui, le gouvernement français fait partie des gouvernements européens les plus intransigeants en matière de politique migratoire. Manuel Valls et François Hollande sont parmi ceux qui poussent le plus à renforcer l'Europe forteresse. Et peu importe que des organisations comme Amnesty Internationale aient démontré que cette politique viole allègrement les droits humains les plus élémentaires des migrants et qu'elle a un coût humain exorbitant. Dans un rapport publié en juillet 2014ⁱⁱ, Amnesty International est on ne peut plus clair : « L'Union européenne et les États membres ne protègent pas les réfugiés qui fuient les conflits. Au contraire, en se concentrant uniquement sur la fortification de leurs frontières extérieures, ils mettent la vie des réfugiés en danger au lieu de les aider à trouver un refuge ». Pour Amnesty International, le fait que « près de la moitié des fonds dévolus à la politique migratoire de l'Union Européenne serve à acheter des caméras et des barrières au lieu de les consacrer aux demandeurs d'asile » et que « la

part consacrée à la protection des réfugiés ne représente que 17% de la somme totale » montre bien où se situent les priorités de l'Europe en matière de demandeurs d'asiles. Il faut les arrêter à n'importe quel prix, y compris au prix de leur vie. Le coût humain de cette politique c'est plus de 20000 morts parmi les migrants aux frontières de l'Union Européenne depuis 2000.ⁱⁱⁱ. Et sur la seule année 2014, ce sont t « 3419 morts en Méditerranée sur un total de 4272 migrants morts dans le monde. », ce qui fait de la Méditerranée le plus grand cimetière de migrants du monde.^{iv}

Mais le gouvernement français continue d'appuyer cette politique en toute connaissance de cause. Et il cherche à en faire le moins possible dans l'accueil des migrants qui ont réussi au péril de leur vie à entrer en Europe. Quand la commission Européenne décide en mai d'une clé de répartition ou d'un quota par pays pour « partager la prise en charge des migrants » arrivés en Italie et en Grèce, Manuel Valls, pour toute réponse, va montrer ses muscles à la frontière franco-italienne aux côtés d'Eric Ciotti et de Christian Estrosi pour faire passer le message que la France fera tout pour bloquer les migrants qui remontent d'Italie.^{vi}

Pourtant, contrairement, aux fantasmes de certains, l'Europe n'est pas submergée par les migrants. Certes, la détérioration de la situation sociale et politique dans de nombreux pays de l'autre côté de la Méditerranée (Érythrée, Soudan, Irak, Syrie...) pousse de plus en plus de personnes à tout risquer pour trouver refuge en Europe (27400 personnes en 2014 contre 100000 en 2013 selon Frontex, l'agence européenne pour la surveillance des frontières). Mais 27400 personnes ça ne représente que 0.005 % de la population de l'UE.

Peut-être serait-il utile de rappeler que ces milliers de migrants, hommes, femmes et enfants fuient leur pays d'abord pour sauver leur vie. Et que cette instabilité qu'ils fuient est en partie le produit de l'intervention impérialiste des pays européens. Nous ne pouvons accepter que l'Europe réponde au désespoir des migrants par la mise en place d'un dispositif de plus en plus perfectionnée et militarisé de surveillance de

ses frontières, Frontex, alors qu'elle devrait respecter les principes les plus élémentaires de la convention de Genève qui oblige les pays à porter secours aux réfugiés.

Refonder la politique migratoire pour répondre à l'urgence humanitaire

Mais, voilà, il faut avant tout rassurer les populations européennes, donner des gages à ceux qui à l'extrême-droite entre autre agitent les fantasmes les plus éculés d'une immigration massive submergeant l'Europe et aggravant la misère. Et que sont quelques milliers de morts quand l'enjeu est de gagner les prochaines élections ?

En France, François Hollande et Manuel Valls n'ont pas autre chose en tête quand ils expulsent sans ménagement les migrants du camp de la Chapelle, puis les chassent de la rue Pajol, pour les forcer quelques jours après à quitter une ancienne caserne désaffectée dans le 10ème où ils avaient trouvé refuge. L'objectif c'est de donner l'impression à une population supposée « hystérisée sur ce sujet » que « le gouvernement est sur le registre de la force » par rapport aux migrantsvii.

Message bien reçu...par les migrants et leurs soutiens, militants et élus. Harcèlement policier, matraquage, gaz lacrymogène, bousculade, intimidations, injures, enfermement pour une quarantaine de migrants en Centre de Rétention Administrative avec la menace d'une expulsion du territoire. Message bien reçu aussi pour toutes celles et tous ceux qui ont cru en votant Hollande qu'il y aurait une rupture avec la politique migratoire de la droite.

Tout est fait pour décourager les migrants de se rendre en France en leur rendant la vie impossible. Et cela va bien au-delà du harcèlement policier systématique. Pour obtenir l'asile en France, le parcours d'un demandeur d'asile ressemble à un véritable parcours du combattant. Obtenir une Autorisation Provisoire de Séjour (APS) pour entamer des démarches auprès de l'Ofpra » (Office français de protection des réfugiés et apatrides), remplir son dossier en français

pour « motiver sa demande », demander un logement dans un Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), obtenir un récépissé de demande de titre de séjour, chaque étape est un obstacle de plus et le plus probable c'est de se voir notifier au bout du chemin une Obligation de Quitter le Territoire Français.

Nous ne pouvons pas uniquement demander l'arrêt des violences policières et nous contenter des propositions très provisoires de relogement pour les migrants. C'est toute la politique migratoire qui doit être refondée et pas seulement celle des demandeurs d'asiles. Il faut sortir du provisoire et du précaire en matière d'accueil et d'accompagnement des migrants. Cela passe entre autre par un guichet unique pour l'ensemble des démarches, par la construction de centres d'accueils en durs pour migrants où ils auront la garantie d'avoir un toit. Mais au final, rien ne sera réglé si la situation des migrants n'est pas régularisée. Il ne saurait y avoir de solution pérenne sans régularisation et donc sans obtention d'un titre de séjour.

Malheureusement, le gouvernement n'est obnubilé que par une seule chose, éviter la constitution aux portes de Paris d'un « Sangatte-Bis ». Même la position de la ville de Paris, très suiviste par rapport au gouvernement, et ne proposant que des solutions très provisoires à une situation de détresse amenée à durer ne trouve pas grâce aux yeux de ce gouvernement. Sa priorité absolue est d'abord de ne pas prêter le flanc à la critique de la part du FN ou de la droite quitte à rendre la vie des migrants encore un peu plus compliquée.

La lutte contre le racisme passe par la solidarité avec les migrants

De fait, la réforme en cours du droit des étrangers reste dans la logique d'une politique migratoire restrictive tant pour les demandes d'asiles que pour l'immigration économique. Pourtant, le débat sur l'immigration va bien au-delà d'un calcul savant sur le nombre de migrants que pourraient accueillir la France. La suspicion systématique envers les

immigrés, l'idée savamment distillée selon laquelle il y aurait trop d'immigrés et qu'à terme l'immigration pourrait mettre en péril la société française alimente l'idée qu'il y en a déjà trop qui sont rentrés et cautionne au final le racisme le plus éculé à l'encontre de ceux qui de par l'origine de leurs parents, leur religion, ou leur couleur de peau sont encore considérés comme des éléments étrangers à la société française.

La solidarité avec les migrants contre la politique répressive de ce gouvernement ne se limite pas à faire de l'humanitaire. La construction de réseaux de solidarité pour permettre aux migrants d'avoir le minimum pour se nourrir, dormir, se protéger des intempéries est vital. Mais au-delà, ce qui se joue dans cette lutte c'est aussi notre capacité à refuser que le racisme structure les politiques de l'Etat français et plus généralement les rapports sociaux dans ce pays. Il y a une vraie bataille idéologique à mener. Nous ne pouvons pas nous contenter d'enregistrer l'état supposé de l'opinion ou nous en tenir à un soutien humanitaire des migrants. Le gouvernement se dit certainement qu'il a eu raison en constatant que dans le sondage commandé opportunément par « Atlantico » à l'Ifop 79 % des Français approuvent le démantèlement des camps de migrantsviii.

Pourtant, il ne pouvait pas avoir plus tort. De fait, c'est l'abandon par toute une partie de la gauche de la bataille idéologique sur la question de l'immigration qui nourrit la montée du Front National et qui crédibilise ses propositions. Marine Le Pen sait qu'elle est en position de dicter les termes du débat sur l'immigration. Quand elle affirme que son objectif c'est de faire passer aux migrants le message que « Nous ne voulons pas que vous veniez vous installer chez nous, nous n'en avons plus les moyens. »ix, elle sait bien que c'est très exactement le même message que veut faire passer le gouvernement. Quand elle demande sur BFMTV, en parlant des migrants, « qu'on arrête de les loger, qu'on arrête l'aide médicale d'État » (AME) qui coûte un milliard d'euros par an » et qu'elle rajoute qu'« il faut suspendre immédiatement

Schengen »x, elle sait qu'Eric Ciotti, Christian Estrosi, puis Sarkozy reprendront tôt ou tard ses propositions et que le PS au mieux protestera mollement.

D'ailleurs, aujourd'hui, Sarkozy, rebondissant de manière abjecte sur l'actualité, parle de revenir sur le droit du sol, reprenant l'une des propositions phare du FNxi. Là encore, le seul fait que Sarkozy propose la remise en cause de ce droit uniquement pour les immigrés extra-communautaires est révélateur de la racialisation du débat politique. Ici clairement, il y a l'idée en filigrane que les non-blancs ont moins vocation que les autres à devenir français et que les Français noirs, arabes, asiatiques, musulmans sont d'une certaine manière un peu moins français que les autres. Là encore, à travers le débat sur l'immigration, c'est l'ensemble des problématiques touchant au racisme qui sont reposées.

L'heure est grave. Il n'y a pas à prendre de gant avec ce gouvernement. Sa politique migratoire est non seulement inhumaine et brutale envers les demandeurs d'asile mais elle est aussi fondamentalement raciste. Confronté à la montée des mécontentements face à leur politique d'austérité, Manuel Valls et François Hollande font le calcul cynique que coller à la politique migratoire de la droite leur permettra de sauver les meubles alors que c'est très exactement cette politique qui renforcera un peu plus le Fn et ses idées racistes.

A nous de refuser cette course à l'abîme. Ce qui se joue dans cette lutte ce n'est pas uniquement l'obtention de solutions pérennes pour les migrants et leur régularisation c'est aussi la construction d'un rapport de force unitaire sur la durée pour casser les dynamiques racistes et reconstruire les solidarités entre les habitants de ce pays, qu'ils soient français ou non, avec ou sans papiers.

Laurent Sorel, le 15 juin.

i <http://www.lepoint.fr/politique/migrants-valls-et-cazeneuve-se-rendent-a...>

ii <http://www.amnesty.fr/Nos-campagnes/Refugies-et-migrants/Ac>

tualites/Le-c...

iii <http://www.humanite.fr/des-briques-pour-un-mur-547006>

iv <http://www.liberation.fr/monde/2015/05/22/immigration-postures-et-impost...>

v <http://www.humanite.fr/ue-debat-sur-les-quotas-de-refugies-575127>

vi <http://www.lepoint.fr/politique/migrants-valls-et-cazeneuve-se-rendent-a...>

vii <http://www.liberation.fr/societe/2015/06/10/le-gouvernement-se-droitise-...>

viii <http://www.atlantico.fr/decryptage/79-francais-approuvent-demantelements...>

ix » <http://www.lepoint.fr/politique/migrants-marine-le-pen-qu-on-arrete-de-l...>

x <http://www.lepoint.fr/politique/migrants-marine-le-pen-qu-on-arrete-de-l...>

xi <http://www.lemonde.fr/politique/article/2015/06/15/sarkozy-reliance-le-de...>